



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Changements techniques et politiques rurales

F. de Ravignan

Citer ce document / Cite this document :

de Ravignan F. Changements techniques et politiques rurales. In: Économie rurale. N°147-148, 1982. pp. 58-62;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1982.2837>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1982_num_147_1_2837

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

L'extension actuelle de la faim dans le monde est un fait aujourd'hui incontesté. La réaction des pouvoirs consiste à accentuer les aides au Tiers-Monde et les transferts de technologie. Mais il ne suffit pas de produire plus pour que les gens soient mieux nourris : les techniques agricoles avancées, lors même qu'elles accroissent la production dans certains pays du Tiers-Monde, y aggravent la faim en privant de nombreux paysans de leur travail et de tout contrôle sur les moyens de production. Le nécessaire accroissement des rendements agricoles dans les pays du Sud n'oblige pourtant pas à recourir aux intrants ni aux techniques importées : de nombreuses expériences l'attestent. Mais le refus par des pays du Sud d'importer notre technologie serait de nature à remettre profondément en cause le système d'échanges qui sous-tend l'économie du Nord et à obliger celle-ci à des transformations radicales.

Abstract

The present extension of World hunger is today beyond dispute. The reaction of the powers is to increase the aid and the technology transfer to the Thrid World. However, to improve the nutrition situation it is not enough to produce more : advanced farm techniques even though they increase production also aggravate hunger as they leave many farmers out of work and deprive them of every control of production means. The essential increase of returns in farm production in the Southern countries does not necessarily imply the use of foreign inputs and techniques as a great number of cases habe shown. However, if the Southern countries refuse our technology, the exchange system with the North would have to be seriously altered and imply drastic changes of our economy.

CHANGEMENTS TECHNIQUES ET POLITIQUES RURALES

François de RAVIGNAN

INRA Laboratoire d'économie et législation rurales de Toulouse

Résumé :

L'extension actuelle de la faim dans le monde est un fait aujourd'hui incontesté. La réaction des pouvoirs consiste à accentuer les aides au Tiers-Monde et les transferts de technologie. Mais il ne suffit pas de produire plus pour que les gens soient mieux nourris : les techniques agricoles avancées, lors même qu'elles accroissent la production dans certains pays du Tiers-Monde, y aggravent la faim en privant de nombreux paysans de leur travail et de tout contrôle sur les moyens de production. Le nécessaire accroissement des rendements agricoles dans les pays du Sud n'oblige pourtant pas à recourir aux intrants ni aux techniques importées : de nombreuses expériences l'attestent. Mais le refus par des pays du Sud d'importer notre technologie serait de nature à remettre profondément en cause le système d'échanges qui sous-tend l'économie du Nord et à obliger celle-ci à des transformations radicales.

Summary :

TECHNICAL CHANGE AND RURAL POLICIES

The present extension of World hunger is today beyond dispute. The reaction of the powers is to increase the aid and the technology transfer to the Third World. However, to improve the nutrition situation it is not enough to produce more : advanced farm techniques even though they increase production also aggravate hunger as they leave many farmers out of work and deprive them of every control of production means. The essential increase of returns in farm production in the Southern countries does not necessarily imply the use of foreign inputs and techniques as a great number of cases have shown. However, if the Southern countries refuse our technology, the exchange system with the North would have to be seriously altered and imply drastic changes of our economy.

L'extension de la faim dans le Tiers-Monde, annoncée dès 1966, en pleine période d'euphorie de la croissance, par René Dumont et Bernard Rozier (1), est désormais un fait admis par la plupart des observateurs économiques et des responsables politiques. Entre 1960 et 1970, nous dit la FAO (2), les quotas alimentaires étaient en voie de diminution pour cinquante-six pays de la planète. Dans la période qui suit (1970-76), soixante-neuf pays sont dans cette situation. La région la plus proche de nous, l'Afrique, est dans une situation particulièrement préoccupante puisque, dans l'ensemble du continent, la production alimentaire par habitant diminue de 1,4 % l'an ; on constate dans les faits les disettes de plus en plus fréquentes dont témoigne périodiquement la presse.

TRANSFERER LA TECHNOLOGIE OU PARTAGER LE TRAVAIL ?

Comment, en une époque où les victoires de la science et de la technologie se sont affirmées, où l'on a trouvé, en Occident, les moyens d'accroître sans cesse les rendements des cultures, où ces moyens sont de plus en plus diffusés par ce qu'on appelle le transfert de technologie, la « croissance de la famine » (3) peut-elle s'affirmer ? A ce paradoxe

apparent, coutumier des discours officiels, on ne répond en général pas vraiment. On se contente de dire que l'on ne fait pas assez vigoureusement ce que l'on fait déjà : il faut accentuer le transfert des technologies occidentales pour atteindre très rapidement, dans les agricultures du Tiers-Monde, un point de non-retour. Telle est la thèse de Théodore W. Schultz (4), qui inspire largement aujourd'hui les projets agricoles de la FAO et de la Banque Mondiale. L'adoption de ces technologies demandant des investissements importants, il faut, pensent ceux qui défendent ces idées, accroître l'aide internationale capable de les financer et, en attendant qu'ils puissent être efficaces, développer l'aide alimentaire aux pays du Tiers-Monde. Ce faisant, on ne reconnaît implicitement d'autre cause à la faim qu'un retard technologique qu'il s'agirait de combler.

Pour d'autres (en particulier les chercheurs du Groupe de la Déclaration de Rome qui organisèrent, en 1979 à Rome un colloque en marge de la Conférence Mondiale de la FAO), c'est au contraire l'introduction de cette technologie occidentale dans les pays du Tiers-Monde qui, littéralement, y crée la faim. L'aide alimentaire, de par les

1. Les chiffres entre parenthèses renvoient à la Bibliographie en fin d'article.

effets de blocage qu'elle provoque sur les productions nationales et la modification des habitudes alimentaires qu'elle induit, a des conséquences qui vont dans le même sens (5). Bien plus, lors même que la production agricole a notablement augmenté dans certains pays, et ce, par exemple, grâce aux technologies issues de la **Révolution verte**, la faim s'y aggrave (6) : il ne suffit pas de produire plus pour que les gens soient mieux nourris. Pour partager la nourriture, il faut aussi partager le travail. Or, l'introduction des technologies occidentales dans des milieux où peu de gens ont les moyens de les acquérir, a pour effet de concentrer la production -et le travail- entre les mains de quelques uns. La solution des problèmes liés à la croissance de la famine ne relève pas de la seule introduction de technologies nouvelles. Elle suppose des révolutions agricoles fondées sur le postulat du **travailler-manger de tous** (7), c'est-à-dire sur le choix politique de nourrir tous les hommes par leur travail, en leur assurant le nécessaire contrôle sur les moyens de production, sans lesquels le travail nourricier leur est interdit.

LES NECESSAIRES REVOLUTIONS AGRICOLES

Si le rapide accroissement de la production agricole à partir de l'introduction de technologies sophistiquées ne suffit pas à résoudre le problème de la faim, il faut néanmoins impérativement que cette production agricole s'accroisse : dans la plupart des pays du Tiers-Monde, la croissance de la population est telle que les techniques agricoles actuelles assurent de moins en moins bien son alimentation : les rendements stagnent, voire diminuent sur des terres sollicitées au delà de leurs potentialités dans les systèmes de culture pratiqués. Des **révolutions agricoles** sont nécessaires, faute de quoi la faim s'aggrave.

Un simple exemple suffit à le montrer. Au Niger, dans la région du fleuve au sud de Niamey (qui est loin d'être la région la plus pauvre du pays), l'alimentation est essentiellement à base de mil, la consommation moyenne par habitant étant de l'ordre de 250 kg par an. Dans l'actuel système de culture, avec semis en poquets à la densité de 10.000 pieds/ha environ, et absence de fumure, le rendement est de l'ordre de 3 q/ha. Il faut donc $250/300 = 0,83$ ha de culture pour nourrir un habitant (compte-tenu du fait que le mil fournit l'essentiel de la ration énergétique). Dans le système de culture traditionnel, on faisait alterner six années de culture avec six années de jachère. Il faudrait donc, pour que ce système fonctionne, disposer de $0,83 \times 2 = 1,66$ ha de terre cultivable par habitant. Ce chiffre correspond à une densité de population de $100/1,66 = 60$ habitants au km² cultivable. Or, dans cette zone, la densité de population atteint déjà 94 habitants au km² cultivable. C'est dire que le système de culture traditionnel n'est plus praticable. Cela se traduit dans les faits par l'abandon de la jachère et la répétition annuelle de la culture du mil sur les mêmes terres (dans certains terroirs depuis déjà une trentaine d'années). Des terres anciennement cultivées sont «mortes» comme disent les villageois, ne produisant plus que de rares buissons abrutés par les bestiaux.

Cette évolution régressive est évidemment très dangereuse dans une région où l'agriculture ne produit guère de surplus au delà de l'autoconsommation, et où cependant la population continue à augmenter à une allure rapide, puisqu'au rythme actuel d'accroissement elle double en vingt-cinq ans. Les enquêtes que nous avons réalisées

montrent cependant que déjà quelques villageois parviennent à des rendements supérieurs à la moyenne (7 à 8 q/ha), grâce à quelques améliorations techniques simples : fumure organique, semis précoce, démarrage soigné des plants. Ceux-là montrent la voie, celle d'une suppression de la jachère, de toute façon nécessaire, mais ne signifiant pas pour autant l'épuisement des sols. On devrait même pouvoir aller plus loin dans ce sens : l'accroissement des rendements du mil permettant de réduire la surface qui y est consacrée, on pourrait réaliser une rotation faisant alterner avec le mil une légumineuse (le niébé par exemple), permettant une amélioration de la ration humaine, et une complémentation (par les fanes) de l'alimentation animale. Ainsi serait favorisé l'élevage bovin, indispensable par le complément laitier qu'il apporte à la ration quotidienne, et permettant aussi le développement de la culture attelée et des transports. La fumure organique pourrait aussi s'améliorer en substituant aux actuels parcs d'animaux en plein champ (où se gaspille au moins la moitié de la matière organique sous l'action du soleil et des termites), le transport de fumier pailleux fabriqué dans des enclos fixes. Avec cette fumure organique, la culture attelée, qui par l'approfondissement du labour facilite la pénétration des racines, peut permettre une amélioration des rendements (alors que, sans apport de matière organique, elle ne constitue qu'un facteur supplémentaire d'érosion).

Les éléments majeurs de cette révolution agricole seraient donc l'adoption de **rotations**, d'une **fumure organique**, de la **culture attelée**, l'association de **l'agriculture et de l'élevage**. Nous avons cependant à nous demander maintenant pourquoi de telles révolutions agricoles ne se font pas et ce, non seulement au Niger, mais dans la plupart des pays du Tiers-Monde puisque la faim y progresse.

DES POLITIQUES AGRICOLES DE BLOCAGE

La croissance de la famine ne se produit pas en dépit des actuelles politiques agricoles, mais bien à cause d'elles. Au delà des déclarations d'intention qui figurent dans les Plans, tous les Etats font, dans la pratique, des choix très explicites concernant l'agriculture. Ces politiques agricoles dépendent essentiellement des **fonctions** assignées à l'agriculture.

Historiquement, la première de ces fonctions a été, dans les pays du Tiers-Monde anciennement colonisés (c'est-à-dire dans la plupart d'entre eux) de produire à bas prix des matières premières agricoles destinées aux consommateurs des métropoles : textiles, oléagineux, caoutchouc, cacao, café. L'avantage de l'opération était de faire baisser les prix agricoles (c'est ce qui s'est produit en particulier en France vers 1870-80) et de libérer de la main-d'œuvre à une époque où l'industrie naissante en demandait beaucoup. Cette fonction exportatrice des agricultures du Tiers-Monde n'a pas cessé avec les indépendances : elle s'est au contraire amplifiée, l'objectif étant désormais, pour les gouvernements locaux, d'acquérir des devises pour financer des industries dont le modèle ne pouvait, dans l'esprit de ses promoteurs, qu'être importé. C'est ainsi que, par exemple, la production de coton de l'Afrique «franco-phone» a été multipliée à peu près par quatre entre 1963 et 1972. Dans le même temps, les importations alimentaires étaient multipliées par 1,6 dans la même région.

Nous avons pu montrer dans le cas particulier de la Haute-Volta, en 1974, qu'un accroissement de 3 % de la production vivrière (équivalent à 50.000 t de mil) aurait économisé au pays 1 milliard de F CFA d'importations, l'équivalent de ce que lui aurait rapporté à l'époque 30.000 t de coton, soit un doublement de la production cotonnière (8). C'est pourtant ce dernier choix qui a été fait, et ce, au lendemain même d'une famine dramatique qu'avait essuyée le pays : la Haute-Volta produit aujourd'hui 50.000 t de coton. Cette véritable marée blanche concurrence l'agriculture vivrière de plusieurs façons : il n'y a de marché organisé et de prix fixé que pour le coton, qui fournit l'essentiel des revenus monétaires paysans. Dans ces conditions, les villes dépendent de plus en plus, pour leur approvisionnement, des importations en provenance d'outre-mer. La concurrence entre le coton et le vivrier joue aussi sur le temps de travail que le paysan peut respectivement leur consacrer. Ailleurs en Afrique, au Rwanda, pays à forte densité de population, (jusqu'à 500 habitants/km² dans certaines communes rurales), c'est sur les rares terres encore disponibles que joue la concurrence des cultures d'exportation, en l'occurrence le thé que le gouvernement oblige à faire planter dans les zones hydromorphes des vallées, après drainage. Alors que la population ne demanderait pas mieux que d'utiliser de tels aménagements pour produire sa subsistance. Au Cameroun, dans la région sud, peu peuplée (20 à 40 hab/km²), cette concurrence joue encore, mais d'une autre façon : les plantations de cacaoyers étant établies au plus près des habitations, leur extension oblige à cultiver les champs vivriers de plus en plus loin dans la forêt, contraignant les femmes (qui seules les cultivent) à de longs déplacements. Dans cette région où l'alimentation féculente est à base de tubercules et de banane-plantain, dont la récolte se fait de manière fractionnée (parce qu'ils se conservent mal), et qui sont des produits particulièrement pondéreux par rapport à leur valeur alimentaire, les longs transports quotidiens, la hotte sur le dos et pieds nus par les sentiers forestiers, épuisent les femmes ; ce qui ne manque pas d'avoir des répercussions négatives sur le soin des enfants et l'alimentation de la famille.

Ailleurs, ce sont les denrées alimentaires elles-mêmes qui ont été promues au titre de cultures d'exportation, tandis que les besoins de base de la population paysanne ne sont pas satisfaits. On connaît l'exemple déjà ancien de l'arachide au Sénégal, celui plus récent du manioc thaïlandais vendu en Europe pour servir à l'alimentation du bétail, celui enfin de la culture de haricots verts et de légumes frais en Haute-Volta qui permettent aux consommateurs européens de disposer de ces produits en plein hiver, et aux sociétés transitaires de réaliser de fructueux bénéfices.

Lors même que, alertés par la croissance continue de leurs importations alimentaires, ou par des disettes, les gouvernements décident d'accroître les productions vivrières nationales, ils n'ont en vue que la satisfaction des marchés urbains. Le Niger, par exemple, mobilise l'essentiel des moyens qu'il consacre à son agriculture pour promouvoir la riziculture irriguée dans la vallée du fleuve. La France a promis d'«aider» à cette opération par la construction d'un barrage. Or, selon les hypothèses même de la Banque Mondiale, ce riz ne saurait constituer en 1990 que 7 % des besoins alimentaires du pays ! Et nous avons

montré (9) l'impact négatif des aménagements entrepris, qui doivent se solder par une destruction progressive de l'environnement et une détérioration des conditions alimentaires des populations riveraines. L'inévitable sélection des paysans qu'induit l'utilisation de ces coûteux aménagements crée pour l'avenir un problème de répartition inégalitaire des terres, là où il n'existait pas. Quand ce problème existe déjà, comme en Extrême-Orient, il l'aggrave, rendant plus difficiles encore les réformes foncières qui seraient nécessaires.

Il arrive que les projets agricoles ne soient que des prétextes. Il semble bien que ce soit le cas du projet d'aménagement du fleuve Sénégal, récemment dénoncé par l'Union des Travailleurs Sénégalais en France (10), dont l'objectif essentiel est de faciliter la navigation et l'exportation des minerais du haut-fleuve. Quant à la partie agricole du projet, elle est à verser au dossier déjà épais des politiques agraires fondées sur le mépris des paysans et privilégiant des objectifs à court terme qui, s'ils sont atteints, ne sauraient se maintenir longtemps.

Certains projets prétendent bien s'intéresser à l'agriculture paysanne. Cela ne suffit pas à les rendre moins suspects : il faut voir de quel esprit procède cet intérêt, et encore une fois, quelle fonction on assigne à cette agriculture, quelle est la politique agricole sous-jacente. Ainsi, à l'Ouest du Cameroun (pays Bamoun et Bamiléké), la Banque Mondiale finance, depuis 1978, un projet dit «Projet des Hauts-Plateaux de l'Ouest» dont l'objectif est d'accroître de 40 % en neuf ans toutes les productions de la région, vivrières y compris. La région exporte déjà vers les villes du Cameroun un surplus important. La direction du projet compte accroître ce surplus de façon à permettre une baisse des prix à la production et, partant, à la consommation. On compte, pour réaliser ce programme, sur un accroissement de la consommation d'intrants (semences nouvelles, engrais, pesticides), qui exigeront naturellement des agriculteurs des dépenses de plus en plus élevées, puisque leur prix est lié à l'inflation mondiale. On peut légitimement se demander si la perspective d'accroître ainsi les charges d'exploitation est compatible avec celle de la baisse des prix, sauf élargissement des structures d'exploitation, elle-même bien improbable en l'absence de la création en grand nombre d'emplois non agricoles, point dont le projet ne s'est pas préoccupé. Par ailleurs, le prix élevé à la consommation des produits vivriers n'est pas à mettre directement en rapport avec leur prix à la production, mais bien plutôt avec la précarité des circuits de distribution, la faiblesse et l'irrégularité de la demande solvable. Agir sur cette demande, là encore par la création d'emplois non agricoles, serait le vrai moyen de résoudre le problème, et particulièrement dans cette région très peuplée qu'est le pays Bamiléké. Le «volet vivrier» du projet des Hauts-Plateaux de l'Ouest paraît pour toutes ces raisons compromis au départ. Vraisemblablement, on se rabattra sur le café et ce d'autant plus qu l'UCCAO (Union des Coopératives de Café Arabica de l'Ouest) doit assurer la contrepartie camerounaise du projet, et, pour ce faire, accroître sa collecte de café. Or la Banque Mondiale, à qui avait été proposé en 1975 de financer un projet caféier pour cette région, l'avait vertueusement refusé, pour conseiller un élargissement à l'ensemble des productions !

La non prise en compte, dans ce dernier projet, de la nécessaire complémentarité de l'agriculture et des activités

non agricoles n'est pas un cas particulier. Elle est tout à fait générale. La caractéristique commune des projets agricoles est de considérer que le paysan, arriéré par définition, doit évoluer sous l'effet de la persuasion et de la démonstration, et non pas comme une personne susceptible de réagir aux incitations économiques, et ce, en dépit du démenti qu'apporte l'expérience (11). Corollaire inévitable : on considère l'agriculture comme une activité en vase clos : l'erreur fondamentale de la plupart des projets agricoles est de n'être... qu'agricoles. Sans cette incitation fondamentale qu'est la création d'activités non agricoles, suffisamment dispersées et créatrices d'emplois, comment les révolutions agricoles dont nous avons parlé plus haut pourraient-elles se produire ? Les activités non agricoles ont en effet une triple fonction à jouer par rapport à l'agriculture : lui fournir des intrants et des services, proches et à bon marché, délester les terres d'un surplus de main-d'œuvre lorsque celui-ci existe, enfin créer à l'agriculture une demande solvable qui lui permette d'accroître sa production. Faute de cet échange, les agricultures de subsistance deviennent de plus en plus des agricultures résiduelles (12). Nous avons montré que, dans des situations très différentes de climat, de population, de formation des paysans, les agricultures vivrières restaient au niveau de la subsistance (c'est-à-dire tantôt un peu plus, tantôt un peu moins que les besoins domestiques, n'éliminant pas le risque de disette), dès lors qu'aucune activité non agricole décentralisée et sollicitieuse d'emplois ne venait les compléter (13). Or, la plupart du temps, les activités non agricoles créées dans les pays du Tiers-Monde sont tout le contraire de ce qu'il faudrait pour assurer cette fonction : en voici un simple exemple : le Plan quinquennal du Rwanda, consulté en 1979, prévoyait la création à Kigali, la capitale, d'une usine susceptible de produire 1.080.000 houes par an, soit toute la production nécessaire au pays, en y consacrant 90 emplois. Alors que, dans **une seule commune** de ce pays, la fabrication artisanale des houes nécessaires aux cultivateurs pourrait donner du travail à 50 forgerons ! On pourrait multiplier les exemples d'activités non agricoles centralisées, à faible niveau d'emploi, bloquant toute perspective de développement d'emplois nombreux et décentralisés, heureux encore quand elles ne les suppriment pas (comme cela a été souvent le cas avec la délocalisation d'industries textiles occidentales). Disons tout de suite que le type d'industrie susceptible de permettre de «marcher sur les deux jambes», n'est pas celui généralement promu dans le Tiers-Monde par le jeu du «transfert de technologie» tant prisé aujourd'hui. Les révolutions agricoles supposent, pour pouvoir se réaliser, d'autres types de révolutions industrielles que celles que l'Occident impulse actuellement dans les pays de la faim.

D'AUTRES POLITIQUES

Pour promouvoir ces politiques industrielles, on n'a pas besoin des institutions des pays industrialisés. Est-il en effet concevable que ces institutions travaillent contre leur propre intérêt ? Or, leur intérêt est bien que le Tiers-Monde continue à produire des matières premières industrielles et agricoles pour l'Occident, qu'il accueille à bras ouverts ses usines «clés en mains», l'aide alimentaire et les importations alimentaires qui lui font généralement suite.

De même, pour accroître des rendements agricoles souvent très bas, on n'a guère besoin d'intrants importés

(semences nouvelles, engrais, pesticides), et ce d'autant moins qu'on ne peut généralement pas les payer. La révolution agricole consistera plutôt dans l'adoption de rotations améliorées, la sélection massale et le tri des semences, l'amélioration des normes de semis (date, densité), les semis en ligne facilitant le désherbage ; dans un second temps, lorsqu'on pourra les payer, la culture attelée et l'association de l'agriculture et de l'élevage. Nous parlons ici d'expérience : au Sud-Cameroun avec l'arachide de bouche, à l'Ouest de ce même pays avec le maïs, au Niger avec le mil, nous avons vu doubler des rendements avec de telles méthodes, très simples et donc généralisables, ne demandant aucun investissement financier hors l'animation nécessaire. La logique voudrait que, quand on peut faire sans payer une amélioration qui touche beaucoup de gens à la fois, on la fasse avant toute autre. Telle n'est cependant pas la logique des projets impulsés par les organisations spécialisées, FED, FAC, FAO, BIRD... Logique qui est celle de nos politiques agricoles, à savoir produire pour rentabiliser au maximum un capital financier, sans souci de la main-d'œuvre employée ni de l'évolution des terres que l'on utilise. C'est-à-dire **produire** et non **reproduire**. L'Occident qui n'a pas eu faim depuis longtemps a oublié que la première fonction d'une agriculture est de nourrir ses producteurs. Par ailleurs, disposant d'engrais bon marché et ayant hérité d'un capital foncier constitué par des générations de paysans soigneux, il a pu provisoirement oublier (à ses risques et périls du reste) que ce capital foncier, cette terre aménagée et humanisée est à entretenir, à reproduire. Mais une telle logique peut-elle fonctionner dans des pays où la reproduction de la force de travail par l'alimentation, de la terre par l'aménagement et l'entretien, non seulement ne sont pas assurées, mais sont de plus en plus compromises ? Et dès lors qu'il faut redresser de telles situations, quel capital, hormis celui des bras, peut y trouver son intérêt ?

On a donc besoin de révolutionner les politiques agricoles, comme la conception même de l'économie rurale qui les sous-tend (14). La révolution agricole exige une révolution culturelle, elle-même dépendante de la révolution économique fondamentale que serait la rupture de l'économie coloniale. Sans une telle rupture d'un système qui continue d'appauvrir et de détruire les peuples du Tiers-Monde, rien ne sera possible. Or, actuellement, aucun pouvoir, ni dans le Tiers-Monde, ni dans l'«autre» monde, ne veut en entendre parler. Chacun sent en effet combien la revendication d'autonomie maximum des pays du Tiers-Monde, qui ne pourrait se dispenser de strictes mesures protectionnistes, remettrait en question l'économie du Centre, et la situation des élites du Tiers-Monde qui vivent de l'échange avec lui. D'élites à élites, de gouvernements à gouvernements, il n'est question que d'améliorer les conditions de cet échange, donc de le faciliter, et non de le dénoncer en tant que tel. Sans doute faudra-t-il attendre, pour que d'autres politiques agricoles voient le jour dans le Tiers-Monde, que des bouleversements politiques radicaux s'y produisent. Nos propres politiques économiques, fondées sur l'échange, risquent d'en être profondément remises en question. Pour en donner un simple exemple, pourrions-nous, en France, nous glorifier de disposer d'un surplus céréalier de 10 millions de tonnes, si nous ne disposions, pour les fabriquer, du fer, du pétrole, des engrais en provenance du Tiers-Monde, et si nous devions produire l'entiè-

reté de nos aliments du bétail, de nos textiles, de nos oléagineux, sans parler des cultures pour le carburant ? Juguler la croissance de la famine dans le monde exige des transformations bien plus radicales encore dans nos propres pays que dans les pays du Tiers-Monde eux-mêmes. Il serait temps d'y penser : le présent que nous vivons n'a pas

de futur. Ceux qui réfléchissent à ces nécessaires transformations, qui les préparent dans la recherche, dans l'expérimentation, dans la pratique agricole et commerciale, dans l'action syndicale et politique, ceux-là qui œuvrent pour un présent possible, tracent aussi les voies de l'avenir.

BIBLIOGRAPHIE

1. DUMONT René, ROZIER Bernard. - **Nous allons à la famine.** Paris, éd. du Seuil, 1966.
2. FAO. - **Enquête mondiale sur l'alimentation.** Rome, 1979.
3. DUMONT René. - **La croissance de la famine. - Une agriculture repensée.** Paris, éd. du Seuil, Coll. Techno-critique, 1975.
4. SCHULTZ Théodore W. - **Transforming Traditional Agriculture.** Yale University press, New Haven and London, 1963.
5. BERTHELOT Jacques, RAVIGNAN F. de. - **Les Sillons de la Faim.** Textes rassemblés par le Groupe de la Déclaration de Rome. Paris, l'Harmattan, coll. Alternatives paysannes, 1980.
6. GEORGE Suzan. - **Comment meurt l'autre moitié du monde ?** Paris, Robert Laffont, 1980.
7. PROVENT Albert, RAVIGNAN F. de. - **Le Nouvel Ordre de la Faim. Révolutions paysannes.** Paris, éd. du Seuil, Coll. Techno-critique, 1977.
8. RAVIGNAN F. de. - **Quelques aspects de l'économie cotonnière en Afrique de l'Ouest. Le cas de la Haute-Volta.** Informations et Commentaires, n° 8, juin-sept. 1974.
9. RAVIGNAN F. de. - **Un village du Niger devant les experts occidentaux.** Le Monde Diplomatique, nov. 1977.
10. **Rapport critique sur le projet d'aménagement du fleuve Sénégal.** UGTSF, 63 quai National, Bât. D, 92800 Puteaux. Voir aussi DECRAENE Philippe. - **Le combat de Sally Ndongo.** *Le Monde*, 10 mai 1981.
11. DUPRIEZ Hugues. - **Les Paysans d'Afrique Noire.** Distr. par les éd. de l'Harmattan, Paris, 1980.
12. PARTANT François. - **La guérilla économique - les conditions du développement.** Paris, éd. du Seuil, 1976.
13. RAVIGNAN F. de. - **L'Afrique des paysans.** Economie et Humanisme, juillet-août 1979.
14. Institut Panafricain pour le Développement. - **Comprendre une économie rurale.** Guide pratique de recherche. Paris, éd. de l'Harmattan, 1981.